

Europe centrale : les années grises

Les pays d'Europe centrale ⁽¹⁾ poursuivent, cahin caha, la stabilisation entreprise depuis qu'ils ont dû constater, à la fin des années soixante-dix, l'échec économique et les risques sociopolitiques de la politique d'ouverture à l'Ouest pratiquée jusqu'alors. Soucieux de rééquilibrer leurs comptes vis-à-vis du monde occidental, ils sont également devenus plus sensibles à la nécessité de réaménager leurs relations avec leur principal partenaire : l'Union soviétique. Dans ce double effort réside, pour une grande part, la source des évolutions constatées depuis 1980 et des incertitudes qui pèsent sur la définition des politiques à venir.

1
Evolution interne :
un chemin cahotique

Rude quinquennat en effet que celui qui vient de s'achever. Bien que de façon incomplète, on est aujourd'hui en mesure d'en dresser un premier bilan (tableau 1). La comparaison des résultats obtenus en matière de croissance globale entre 1980 et 1985 avec ceux qui avaient été réalisés au cours de la période quinquennale précédente ou encore avec ceux qui avaient été considérés comme souhaitables par les planificateurs, souligne combien les performances de ces cinq dernières années ont été en moyenne décevantes.

TABLEAU 1
La croissance
du produit matériel net*

(Taux de croissance en %)	Résultats 1976-80	Plan 1981-85	1981-1985 résultats annuels					Résultats 1981-85	Plan 1986-90
	moyenne annuelle	moyenne annuelle	1981	1982	1983	1984	1985	moyenne annuelle	moyenne annuelle
Bulgarie	6,1	3,7 - 4,1	5,0	4,2	3,0	4,6	2,0	3,7	4,0 - 5,0
Hongrie	3,2	2,7 - 3,2	2,5	2,6	0,3	3,0	- 1,0	1,5	3,0
Pologne	1,2	0,9	- 12,0	- 6,0	5,0	5,0	3,0	- 1,2	3,0 - 4,0
RDA	4,2	5,1	4,8	2,5	4,4	5,4	4,8	4,4	N D
Roumanie	7,3	7,1	2,2	2,7	3,7	7,3	5,9	4,4	N D
Tchécoslovaquie	3,7	2,0 - 2,6	- 0,1	0,2	2,0	2,9	3,3	1,7	3,5

Sources :

- Economic Survey of Europe.
- Presse nationale et revues occidentales spécialisées pour 1985 et 1986-1990.
- Le Courrier des pays de l'est, n° 301, décembre 1985.

* Produit matériel net : somme des valeurs ajoutées, hors amortissement, des secteurs productifs.

Seule une troisième comparaison pourrait faire naître, dans les cercles dirigeants est-européens, une certaine satisfaction : la croissance est, dans beaucoup de cas, supérieure à celle de la plupart des pays occidentaux. Mais il ne faut pas s'y tromper. D'abord, il s'agit de la croissance du produit matériel net, un agrégat de la comptabilité nationale exprimé en prix internes et qui n'inclut pas une bonne partie de l'activité économique : la prise en compte des services non productifs ⁽²⁾ « tirerait » vers le bas (de 0,5 à 1 point) les taux de croissance. Ensuite, il s'agit d'un indicateur enregistrant l'effort de production. Lorsqu'ils sont analysés du point de vue de la dépense nationale intérieure, les comptes nationaux est-européens donnent de la situation réelle des tissus économiques et sociaux une image encore plus grise. On observe en effet :

- une croissance de la dépense finale intérieure plus faible que celle de la production. Pour les quatre années connues l'écart varie de 0,6 point (Bulgarie) à plus de 5 points (Roumanie). En 1983, à l'exception de la Bulgarie, le niveau de la demande finale interne en volume était inférieur dans tous les pays à celui de 1980 ;

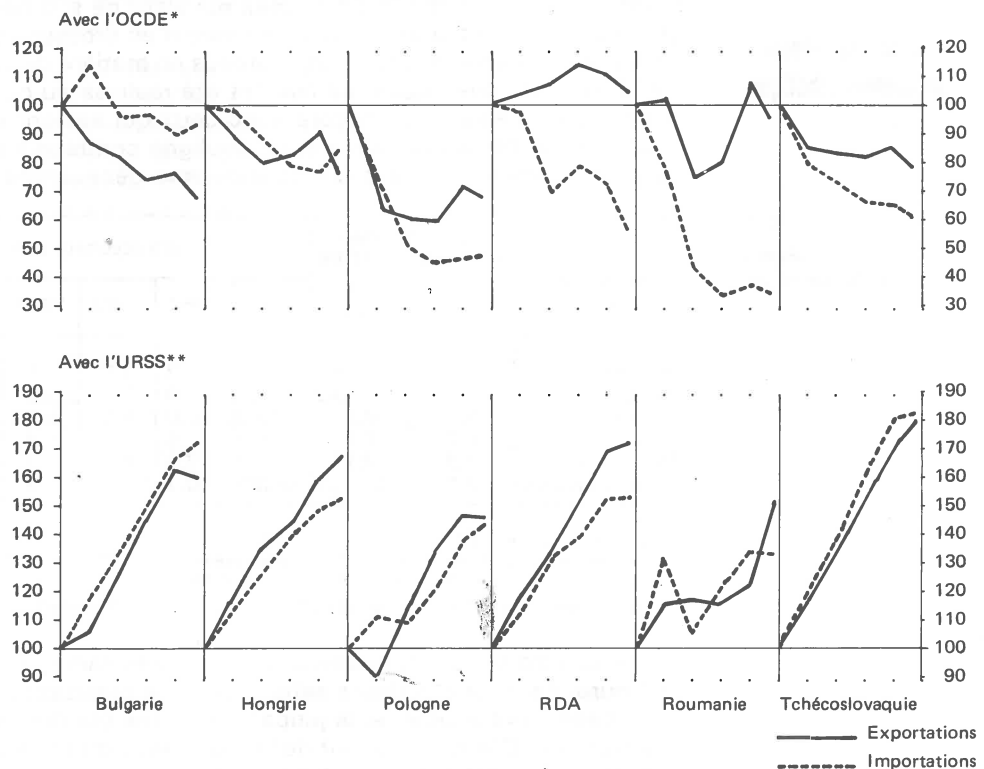
(1) C'est-à-dire, ici, les pays socialistes d'Europe associés à l'URSS dans le cadre du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) : Bulgarie, Hongrie, Pologne, Allemagne de l'Est, Roumanie, Tchécoslovaquie.

(2) C'est-à-dire les services ne desservant pas la production matérielle : éducation, santé, administration, etc.

— une compression particulièrement marquée de l'investissement. En effet si, dans la plupart des cas, la consommation (privée et collective) a connu une certaine progression, l'investissement, lui, a chuté de façon sensible : aux alentours de 2 % en moyenne chaque année. Seule la Bulgarie a maintenu une progression des dépenses d'équipement.

Il y eut certes une légère embellie en 1984, mais l'année 1985 a plongé à nouveau les pays dans l'incertitude. Au demeurant, une certaine réorientation de l'effort d'austérité est apparue en 1985, annonciatrice de la politique économique des prochaines années. Désormais il semble que les contraintes de répartition pèseront plus sur la consommation que sur l'investissement. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux différentes mesures prises ici et là pour freiner l'appétit de consommation et donner aux entreprises un accès plus aisé aux allocations d'équipement. Hausses des prix, rationnements et autres mesures se sont répandues au travers de l'Europe centrale, mettant certains pays au niveau d'austérité qu'a connu la Pologne aux pires heures de sa crise : la Roumanie surtout, ainsi que la Bulgarie ⁽³⁾. La Pologne (qui a dévalué sept fois sa monnaie en quatre ans) et la Hongrie affichent une inflation ouverte largement supérieure à celle que les planificateurs s'étaient autorisé à admettre. La Tchécoslovaquie, qui se signale par une amélioration lente mais continue de ses résultats, reste encore fragile. Seule la RDA fait, dans cet ensemble, bonne figure ⁽⁴⁾.

GRAPHIQUE
Echange des pays d'Europe centrale
de 1980 à 1985
(base 100 en 1980)



Sources :

- pour l'OCDE, *Statistiques du commerce extérieur*, OCDE, série A.
- pour l'URSS, *Vnešnjaia torgovlja SSSR*.

* Les données de l'OCDE sont en dollars courants. Pour 1985 on a extrapolé les données connues pour les huit premiers mois.

** Les données de l'URSS sont en « roubles devises ». Pour 1985 on a extrapolé les données connues pour les neuf premiers mois.

(3) Ainsi en Roumanie : pas plus d'une ampoule de 40 watts par pièce, interdiction de circuler aux voitures personnelles de janvier à mars, retour à la traction animale dans certaines exploitations agricoles, mise sous contrôle militaire de l'ensemble du secteur énergétique. Les dirigeants bulgares ont dû également veiller à ce que les ménages économisent l'électricité, accroître le prix de l'énergie dans des proportions notables (35 à 40 % pour l'essence, le gazole et l'électricité), augmenter d'une journée la durée hebdomadaire du travail.

(4) Il faut souligner le rôle extrêmement bénéfique que joue, pour la RDA, le partenaire ouest-allemand.

2
**Relations extérieures :
 la double contrainte**

On n'a pas manqué à l'Est de mettre au compte d'un hiver rigoureux et d'un été particulièrement sec la déception enregistrée en 1985. Et il est vrai que sur des économies flageolantes, les caprices du temps peuvent avoir des effets prononcés. Il reste que l'essentiel n'est pas là, que c'est l'effort de rééquilibrage des comptes extérieurs qui rend compte le plus immédiatement et le plus directement de l'ensemble des évolutions qui viennent d'être brièvement dessinées. Le graphique souligne les difficultés rencontrées par l'Europe centrale dans le maniement du commerce avec l'Ouest. Pour l'ensemble de la zone, le montant de ce commerce, en dollars courants, est inférieur en 1985 d'environ 30 % à celui de 1980. Comme on le voit, cette chute des échanges avec l'Ouest est vraie pour les exportations comme pour les importations. Mais elle est plus claire encore pour ces dernières, à la notable exception de la Bulgarie ⁽⁵⁾.

Au total, l'Europe centrale est parvenue à créer en peu de temps un excédent dans son commerce avec l'Ouest que nul n'aurait imaginé il y a quelques années : 4 milliards de dollars en 1984, presque autant probablement en 1985.

Ce « succès » est d'autant plus notable que l'Europe centrale a fait face, avec la même ténacité, à la « contrainte soviétique ». De ce côté-là aussi, les déficits cumulés ont conduit, dès 1982, à entreprendre le rétablissement des équilibres (cf. graphique) ; les exportations se mettent à progresser plus rapidement que les importations ; les déficits se réduisent, même si on n'est pas encore parvenu à dégager des excédents. C'est que les termes de l'échange, dans cette partie de l'Europe, ont continué de se dégrader sensiblement. En fait, entre 1980 et 1984, en volume, les achats à l'Union soviétique n'ont pas augmenté d'un pouce alors même que les ventes se sont accrues de plus de 30 %. C'est dire combien ces évolutions ont pesé sur l'activité économique interne, contribuant tout autant que les relations avec l'Ouest à la limitation de la consommation et à la réduction drastique des dépenses d'investissement.

3
**Evolution future :
 l'austérité, jusqu'à quand ?**

La cure d'austérité que traverse depuis cinq ans l'Europe centrale a eu certes quelques résultats positifs ; les ajustements intervenus dans le système des prix relatifs donnent désormais une vision des coûts plus proche de la réalité ; la pression sur les ressources a contraint à des économies sensibles dans les consommations intermédiaires, la chute des dépenses d'investissement a conduit à exclure du circuit productif certaines des capacités de production les plus obsoètes ; sous l'effet de la nécessité, les autorités ont laissé plus de champ aux manifestations de l'esprit « mercantile » jusqu'alors réprimé et remis à l'honneur la constitution d'un tissu de petites et moyennes entreprises.

Mais cet effort d'assainissement a eu également des effets pervers. A part en Hongrie — et avec quelles précautions ! —, les sureffectifs ont été maintenus. Souvent même, du fait de la contrainte externe, ce sont les entreprises installées avec l'aide de l'Occident — donc plus modernes — qui ont pâti de la limitation des dépenses d'équipement. Et dans les secteurs de base, la stagnation des approvisionnements soviétiques a contraint parfois à pousser des productions peu rentables. Enfin, la productivité du travail dans les entreprises d'Etat ne s'est guère améliorée. Dès lors, la politique de relance prudente, qui devait, dès 1983-1984, suivre la rigueur, n'a pu être réalisée.

Les planificateurs ont remis à demain (1986-1990) la réalisation de la relance : reprise de l'investissement, modernisation accélérée par l'introduction de technologies nouvelles et par le développement prioritaire des secteurs modernes. Mais aujourd'hui encore, l'espoir de voir cette dynamique s'enclencher reste, dans la plupart des cas, faible.

Du côté occidental, il est vrai, la pression se desserre, comme en témoigne la reprise des crédits, dont certains sont couverts au-delà de ce qui est attendu (tableau 2). Vis-à-vis de la Pologne, l'attitude des Etats occidentaux se détend

(5) Ce pays bénéficie en effet d'un moindre degré d'endettement et de fortes recettes de tourisme.

peu à peu ⁽⁶⁾. A l'égard de la Roumanie, les banquiers, bien que prudents, restent disponibles. La Hongrie, malgré sa fragilité, continue à bénéficier d'une bonne image ⁽⁷⁾. La RDA, soutenue par la RFA, maintient comme on l'a vu un cap satisfaisant. La Tchécoslovaquie et la Bulgarie ont les mains (presque) libres.

TABLEAU 2
Capitaux empruntés par les pays
d'Europe centrale

(en millions de dollars)	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Rappel endettement net fin 1985
Bulgarie	—	—	—	—	—	475	—	1 300
Hongrie	600	591	483	567	1 126	1 578	248	8 300
Pologne	736	—	—	—	260	—	—	28 900
RDA	397	516	69	386	936	1 173	—	6 800
Roumanie	458	337	—	—	—	150	—	6 100
Tchécoslovaquie	475	30	—	50	—	122	—	2 100
Total	2 666	1 474	552	1 003	2 322	3 498	248	53 500

Source : Statistiques financières mensuelles de l'OCDE n° 12 1983, 1984, 1985 ; n° 2 1986.

De là à se laisser gagner à nouveau par la tentation de l'endettement, il y a cependant une marge. Il faudrait être assuré, cette fois-ci, que les résultats en soient positifs. Il faudrait surtout que l'URSS le veuille bien. Or celle-ci ne cesse d'exiger non seulement une augmentation des livraisons mais surtout une amélioration forte de la qualité des produits livrés, s'inscrivant ainsi comme débouché concurrent des produits modernes fabriqués en Europe centrale : les « produits devises ».

Entre la tentation de l'Occident et la nécessité du resserrement, les pays est-européens n'ont que peu de solutions à choisir. L'une d'elles pourrait consister à spécialiser chaque pays dans l'acquisition de produits nouveaux à l'Ouest, dans le cadre d'une coordination, au sein du CAEM, des politiques de modernisation. A cette condition peut-être, chaque pays pourrait desserrer la tenaille extérieure, tout en s'assurant les bases concrètes de la reprise attendue.

(6) A preuve l'octroi d'un crédit de 40 millions de dollars par l'Autriche, évoqué récemment dans la presse.

(7) Phénomène inquiétant — mais prévisible —, les dettes polonaise et hongroise ont poursuivi leur ascension en 1985.

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. (1) 48-42-64-64
Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 175 F.
Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.
Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal
1^{er} trimestre 1986.

Imp. Maugein - Tulle

Imprimé en France.

Vient de paraître

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)
N° 25, 1^{er} trimestre 1986, 84 pages

EDITORIAL	Rapports Est-Ouest : la drôle de crise (Jean-Michel Charpin)
INTERDEPENDANCES	Sept ans pour construire le vrai marché commun (Jérôme Vignon)
STRATEGIES INDUSTRIELLES	Les positions économiques de la France dans le Bassin du Pacifique (Alain Ducharne et Jean-Pierre Pagé)
COMMERCE INTERNATIONAL	Les échanges Est-Sud (Daniel Pineye et Georges Sokoloff)
A PARTIR DE CHELEM	Les transformations du marché agro-alimentaire mondial (Colette Herzog)
LU	L'Europe et les industries de l'information (Michel Fouquin)

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an, à partir du 1/1/1986 (4 numéros) 250,00 F
• Prix du numéro 66,00 F